



## Des « bombes vertes » pour l'armée

Par [André Bouthillier](#)

Mondialisation.ca, 24 octobre 2008

[L'aut'journal](#) 24 octobre 2008

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Environnement](#), [Militarisation](#)

La nouvelle est tombée comme ça, au détour d'une page de mon journal du matin. Bon prince, je me disais que voilà un titre incroyable qui témoigne de la créativité des titreur de texte, profession mal connue, qui a le mérite de nous déridier en nous apprenant la pire des nouvelles. Et  c'était le cas, ni jeu de mots, ni allégorie, ni boutade. C'était vrai, bête et méchant.

photo Mathieu Roy/AC-Presses

Une bombe verte! Et pas d'éditorialiste pour commenter la nouvelle, pas de questions à Stéphane Dion, à Josée Verner, à André Arthur, à Maxime Bernier ou à Justin Trudeau... non, rien. Je vous le dis, la nouvelle m'a fait l'effet d'une bombe à neutron, savez celle qui détruit les corps, mais pas les bâtiments. Bombarder sans polluer, évidemment comme « Tournant vert » en voilà un qui donne le tournicoti!

Le journal expliquait que « des scientifiques mettent actuellement au point des projectiles qui réduisent l'impact des militaires sur l'environnement » (1). Les chercheurs visent à remplacer les poudres explosives utilisées par les Forces canadiennes. Actuellement, le RDX est toxique pour l'environnement et extrêmement mobile dans le sol, en plus d'être cancérigène.

Pour l'instant, aucun explosif propre n'a été trouvé. Marc Brassard, ingénieur mécanique spécialisé dans le domaine des munitions de Valcartier, explique que c'est le seul projet au monde qui tente de mettre au point des munitions vertes. «On est des pionniers dans ce domaine, affirme-t-il. Ce serait une première mondiale. »

Lorsque les soldats de l'armée canadienne tirent un obus, que ce soit en Afghanistan ou à Valcartier, il y a une possibilité sur 20 que le projectile n'explose pas. Les chercheurs veulent réduire l'impact de ces munitions non détonées sur l'environnement.

«Un jour ou l'autre, une munition non explosée va rouiller ou fendre, affirme Sylvie Brochu, chimiste à Valcartier. Tout le contenu explosif peut alors s'infiltrer dans le sol. Le vrai danger, c'est que ces munitions gagnent la nappe phréatique.»

Des obus qui n'éclatent pas? Il y en a plus de 8 000 au fond du lac Saint-Pierre. Explosés ou pas, ces obus ont tous été tirés dans le fleuve Saint-Laurent pour tester leur parcours et leur capacité d'explosion, nous explique Philippe Giroul, du Comité de citoyens pour la restauration du lac Saint-Pierre (2).

« C'est le premier ministre du Québec en 1952, Maurice Duplessis, qui accorda l'autorisation au fédéral de faire des essais de munitions. Dès lors, les agriculteurs de Nicolet et de Baie-

du-Fèvre furent expropriés, manu militari, de leurs riches terres agricoles. Ainsi, la plaine inondable de la rive du lac devint un des lieux privilégiés des exercices militaires canadiens. En 1982, un accident mortel réveilla la population : un obus non explosé se retrouva sur la plage à l'embouchure de la rivière Nicolet.

« Un feu de camp organisé par des résidents vira à la catastrophe. Une explosion épouvantable : Pierre Gentès meurt et 9 blessés se retrouvent victimes de l'innocence militaire. Le lendemain, la Défense nationale eut l'outrecuidance de poursuivre ses essais. Cela prit 5 ans de débats juridiques pour qu'enfin le Ministère de la Défense reconnaisse sa responsabilité dans ce malheur.

« Un projet pilote pour l'enlèvement des obus devait être effectué à l'été 2005. Mais l'armée a prétexté le trop haut niveau d'eau appréhendé et sa trop grande turbidité pour les plongeurs afin de reporter ce projet aux calendes grecques. Au cours de 16 ans de combat très patient mené par le Comité de citoyens pour la restauration du lac Saint-Pierre, 17 honorables ministres fédéraux différents (9 à la Défense nationale et 8 à l'Environnement) ont été interpellés et n'ont pas bougé ».

On ignore trop que le ministère de la Défense nationale opère une série de sites contaminés au Québec et qu'il résiste de toutes ses forces «canadiennes» à corriger la situation.

Il est de notoriété publique que les activités à la base de Valcartier ont pollué la réserve d'eau souterraine des citoyens de Shannon. L'attitude de l'Armée dans ce dossier est pathétique, cynique. Elle a tout fait pour s'en laver les mains et éviter les procès des citoyens, sans grands moyens contre l'État canadien. Il est plus louable d'utiliser les taxes des contribuables pour sauver les pipelines à l'étranger que d'affecter une faction à rétablir un chaos chez soi.

Il s'agit donc maintenant de détourner l'attention, de tordre les mots, d'inventer de nouvelles images pour échapper aux responsabilités qui incombent à un pollueur comme la Défense nationale.

Des bombes vertes! Fallait y penser. Enfin, le Canada arrive au stade sublime du politiquement correct. Depuis la dernière Grande Guerre mondiale, le langage a changé. Aujourd'hui, grâce à la technologie, nous menons des « guerres propres avec des frappes sélectives » et lorsque nous bombardons des habitations qui n'étaient pas nécessairement nos cibles et tuons des personnes, on appelle ça des « dommages collatéraux ».

Le mot guerre a été remplacé par « conflit armé ». Quant à l'appellation « ministère de la Défense », il serait plus juste d'évoquer « ministère de la Guerre ou des Armées », puisque les Afghans ne nous ont pas attaqués, nous ne sommes pas en défense, nous sommes en guerre par filiation.

D'armée de défense démocratique ou de protection civile, nous parlons dorénavant des « Forces canadiennes », unité soldatesque où nos enfants peuvent apprendre un métier, visiter le monde, manipuler des armes sophistiquées ou se faire mettre du plomb dans la tête, ce qui leur arrive de plus en plus souvent. Les nouveaux mots font disparaître des réalités crues qui nous choquent, mais bien enveloppés dans la langue de coton, c'est plus acceptable... semble-t-il!

Maintenant, avec la langue qui lave plus blanc que blanc, nous pourrions tuer des gens sans polluer l'eau de la nappe phréatique.

C'eut été trop beau et simple que le ministre Mackay collabore à assainir le lac Saint-Pierre et la réserve d'eau souterraine de Shannon. Aussi qu'il mandate les gens de ses laboratoires pour aider le ministre de la Santé à faire la guerre au cancer, voilà une occasion où le mot guerre pourrait vraiment gagner ses galons de noblesse.

Alors des bombes propres! C'est le cas d'écoblanchiment le plus patent à ce jour. Le ridicule ne tue pas, malheureusement!

(1) RIGHTRAC (Revolutionary Insensitive, Green and Healthier Training Technology with Reduced Adverse Contamination)

(2) GAR Groupe d'action pour la restauration du lac Saint-Pierre, membre de la Coalition Eau Secours!.

André Bouthillier, Saint-Anselme, comté de Bellechasse

La source originale de cet article est [L'aut'journal](#)

Copyright © [André Bouthillier](#), [L'aut'journal](#), 2008

---

Articles Par : [André Bouthillier](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)